



Dans un discours vidéo le 01er juin dernier, le président national du MRC, a fait savoir qu'une succession de « gré à gré » est en gestation au Cameroun. Maurice Kamto a exclu toutes pistes de nouvelles élections populaires dans le pays sans résolution préalable de la crise anglophone, mais aussi de la réforme consensuelle du système électoral.

Dès l'entame de son allocution, l'opposant a parlé des manœuvres visant selon lui, à organiser la succession de gré à gré à la tête de l'Etat.

*« Je puis vous dire aujourd'hui que les choses se précisent. Les artisans du **gré à gré** sont plus que jamais à l'œuvre. Par ce biais, ils veulent accélérer le cours de l'histoire à leurs fins, au mépris de toutes les règles démocratiques de dévolution du pouvoir et des souffrances du peuple camerounais, je voulais dire de vos souffrances », soutenait Maurice Kamto.*

Il souligne par ailleurs qu'aucune forme de succession de gré à gré ne saurait être acceptée. *« Nous nous dresserons contre toute manipulation, même constitutionnelle, tendant à l'accession à la fonction suprême par des moyens autres qu'effectifs. Nous nous mobiliserons **contre l'organisation de nouvelles élections populaires au Cameroun** sans que soient remplis les deux préalables majeurs que sont la résolution du conflit armé dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, et la réforme consensuelle du système électoral. Rien ni aucune*

circonstance politique, même exceptionnelle, ne pourra être invoquée pour organiser de nouvelles élections sans le respect de ces deux préalables. Nous n'avons cessé de faire des propositions concrètes de l'une et l'autre crises », préenait-il.

Présidentielle de 2018

Le candidat arrivé deuxième à la présidentielle de 2018, n'a décidément pas tourné la page de ce scrutin. Il a rappelé à sa guise, les circonstances ayant entouré l'élection notamment le contentieux post électoral avec l'entrée en scène du Conseil électoral. « *Le Conseil électoral a porté un coup dur à la démocratie camerounaise, en déclarant vainqueur un candidat qui n'avait pas réuni la majorité des suffrages dans leurs urnes* », lançait Maurice Kamto.

L'homme politique ne fait pas abstraction, de la brutalité et de la torture qu'ont subies des militants et sympathisants du MRC avant d'être jetés en prison pour avoir protesté pacifiquement contre ce « *hold-up électoral* », contre la crise dans le NoSo et contre la prévarication des ressources dédiées à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019, finalement retirée au Cameroun.

Maurice Kamto a noté les efforts de ses compatriotes qui, dit-il sont restés debout, fiers de mener le combat pour la libération du pays. Il fait allusion à leur adhésion à l'appel au boycott du double scrutin législatif et municipal du 09 février 2020 que le Mrc a lancé le 25 novembre 2019. « *Nous sommes rendus à un tournant de notre histoire. Il s'agit de ces moments où chaque peuple doit trouver au fond de lui le ressort et le sursaut indispensable pour choisir le cours de son destin. Par notre vigilance collective et notre sens du devoir patriotique, nous devons épargner à notre pays un nouveau désastre de presque un demi-siècle qu'on lui prépare à travers l'usurpation du pouvoir* », ajoutait encore Kamto.

Contexte de Covid-19

« *Trop c'est trop ! Le peuple camerounais a assez souffert de la gloutonnerie de quelques personnes dont toute l'incompétence, l'irresponsabilité et le cynisme s'étalent encore de façon dramatique à la face du monde dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, et qui croient pouvoir conserver éternellement le pouvoir uniquement par la terreur d'Etat. Il est temps que la dévolution du pouvoir dans notre pays passe enfin par des processus démocratiques admis dans toutes les sociétés modernes ; que le peuple camerounais ait la possibilité de se donner librement et dans la transparence des dirigeants légitimes, qui sont tenus de lui rendre comptes sur la gestion des affaires publiques. **Nous sommes prêts ! Les tortures, les emprisonnements arbitraires et les humiliations, nous les connaissons déjà !** Quinze d'entre nous, dont le premier Vice-président du Mrc, Mamadou Yacouba Mota, sont encore en prison. **Et si la mort doit venir pour cette cause, qu'elle vienne !** », S'exclamait le président du Mrc.*

Pour finir, Maurice Kamto a déclaré, « **tenez-vous prêts, mes chers compatriotes, afin qu'ensemble nous engagions la phase ultime de la lutte pour la libération du Cameroun et l'avènement de la démocratie dans la vie politique de notre pays. Vous devez enfin pouvoir peser sur le destin de notre nation, compter sur un meilleur avenir pour vos enfants, construire un pays fort et lui assurer un rayonnement international** ».